

4 Économie

Habitat/Logements de Bikélé

Une lueur d'espoir pour les réservataires de la SNLS

Guy-Romuald MABICKA
Libreville/Gabon

C'EST peut-être le bout du tunnel pour les réservataires des logements de Bikélé. Ils étaient, dernièrement, en séance de travail avec le ministre d'Etat à l'Habitat, Régis Immongault Tatangani, qu'assistait son délégué Jean Marie Obame Ondo. Au centre de cette entrevue, l'impossibilité pour les réservataires, en dépit des assurances qui leur ont souvent été données par les précédents ministres de l'Habitat, d'accéder aux logements de la Société nationale du logement social (SNLS). Une situation d'autant plus incompréhensible que certains d'entre eux ont déjà payé la totalité des coûts exigés pour l'acquisition des maisons et, d'autres, une partie. Le bureau du collectif des réservataires, conduit par Klaus Oleri, a souhaité clairement que les membres du gouvernement les situent définitivement sur la question, car ils n'en peuvent plus



Ces logements inachevés de Bikélé pourraient revenir, en l'état, aux réservataires.



Les deux parties lors de la séance de travail.

des mêmes promesses à eux faites depuis cinq ans. Le ministre d'Etat Immongault Tatangani a d'abord réaffirmé à ses interlocuteurs que « l'accès des Gabonais à la propriété est une préoccupation majeure du président de la République, Ali Bongo Ondimba. » Puis, il a mis sur la table deux hypothèses : soit l'Etat rembourse ceux qui ont déjà engagé des frais, ou il cède les logements en l'état aux acquéreurs. La première hypothèse a été rapidement rejetée



Les membres du gouvernement et le bureau du collectif des réservataires des logements de Bikélé.

par les deux parties, du fait de la situation de la trésorerie actuelle de l'Etat. En revanche, Régis Immongault Tatangani et ses interlocuteurs se sont mis d'accord sur la cession des logements en

l'état, après évaluation du cadre bâti et autres réalisations. Ce qu'ont souvent proposé, en vain, les réservataires aux précédents responsables du ministère de l'Habitat. « Cette fois, ils ont enfin trouvé un meilleur interlocuteur », disent-ils. D'ailleurs, se réjouissant d'avoir une oreille attentive, le bureau du collectif s'est engagé à faire sa part, en toute responsabilité. Autrement dit, de « faire les choses de façon responsable, en respectant la législation et en tenant compte des

difficultés que traverse le pays. » Le collectif attend, néanmoins, que l'Etat accompagne les réservataires dans la finalisation de ce dossier. Dans ce sens, le ministre d'Etat à l'Habitat a clairement affiché sa volonté de trouver une issue définitive à cette situation qui n'a que trop duré. Promettant à ses hôtes de saisir le président de la République et le chef du gouvernement dans les plus brefs délais, pour leur présenter l'option de la cession en l'état des logements. En outre, il a réitéré aux réservataires des logements de Bikélé que la SNLS fait désormais l'objet d'une absorption par la Société nationale immobilière (SNI). Ce qui est, toutefois, sans conséquences sur la suite du dossier. A noter que le collectif comprend 216 adhérents dont une vingtaine occupe déjà les maisons de la SNLS, mais sans les commodités promises à l'instar des VRD, de l'électricité ou de l'eau.

Deuxième Forum sur la Ceinture et la Route

Appel à intensifier corridors économiques et échanges humains

I. M'B
Libreville/Gabon

LE Forum la Ceinture et la Route s'est ouvert jeudi à Pékin par un segment technique. Et c'est, hier vendredi, que le président chinois Xi Jinping a prononcé l'allocution officielle d'ouverture de ce forum qui s'achève aujourd'hui. Le président Xi a appelé la communauté internationale à accélérer la connectivité des peuples par le développement des corridors commerciaux et économiques, les infrastructures, à réaliser des bénéfices mutuels et la prospérité partagée. Des innovations vont être portées à cette initiative. Notamment, en renouvelant les capacités de production obsolètes des entreprises travaillant dans le cadre de cette initiative, pour répondre aux besoins de développement

durable. Il est aussi question de garantir la protection de la propriété intellectuelle, gage d'innovation et de progrès, de diffuser l'intelligence artificielle comme nouveau moteur de la croissance, de promouvoir la coopération inclusive à travers le commerce international. Et, d'ouvrir le marché chinois aux produits étrangers de qualité et aux entreprises non chinoises. Le président Xi Jinping rêve aussi d'une coopération plus juste. « Les Chinois disent qu'une promesse vaut de l'or. Nous attachons une grande importance aux accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux que la Chine a conclus avec d'autres pays. Nous veillerons à respecter ces engagements. Pour cela, nous allons mettre en place un mécanisme contraignant de mise en œuvre des accords internationaux. Et nous traiterons



Le président Xi Jinping a ouvert hier le forum qui prend fin aujourd'hui.

équitablement toutes les entreprises dans le respect des règles de la concurrence et du droit», a déclaré le chef d'Etat chinois. **DETTES EN DÉBAT.** La veille, lors du segment technique, la presse s'est intéressée aux échanges autour de la position de Christine Lagarde, directrice du Fonds monétaire international quant à l'en-

dettement supposé excessif des pays africains vis-à-vis de la Chine, dans le cadre de l'initiative la Ceinture et la Route. L'ambassadeur de Chine aux Etats-Unis, Cui Tiankai, et le président de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina, ont tout de suite répliqué. Cui Tiankai a soutenu que les décisions

prises dans le cadre de l'Initiative de la ceinture et la route (ICR), « de la sélection des projets à la coopération en matière d'investissement et de financement, reposent toutes sur une pleine consultation entre toutes les parties impliquées, et sont appuyées par des études d'évaluation des risques et de faisabilité des investissements. De fait, aucun pays ne s'est retrouvé piégé dans une crise de la dette depuis sa participation à l'ICR. » « Bien au contraire, c'est en participant à la coopération au sein de l'ICR que de nombreux pays sont sortis du piège du sous-développement ou de l'absence de développement », a-t-il ajouté. « Permettez-moi d'être très clair : l'Afrique ne connaît absolument aucune crise de la dette », a martelé le président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, citant un ratio dette-PIB régional atteignant 37% du PIB en 2017. Ce ratio demeure inférieur à celui de certains pays développés et d'économies de marché émergentes qui se situe à 70-80%, alors que celui du Japon atteignait le chiffre énorme de 250% en 2017. Citant une étude menée par le Projet de recherche Chine-Afrique de l'Université Johns Hopkins, Cui Tiankai a clamé : « les pays occidentaux et les grandes institutions internationales prêtent beaucoup plus d'argent aux pays africains que la Chine. En 2018, 36% de la dette extérieure totale de l'Afrique était liée au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale, tandis qu'entre 2000 et 2016, la dette du continent envers la Chine n'a représenté que 1,8%. »

COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 25/04/2019				FIXING		VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS		
DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA	en date du				
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957	CAC 40	25/04/2019	5 568,37		
USD	1,1209	1USD =	585,206	1 USD	607,725	DOW JONES	25/04/2019	26 621,78		
CAD	1,5078	1CAD =	435,042	1 CAD	468,694	BRENT (IPE) US Dollars/Baril 25 Avril 2019: 74,57				
JPY	125,3400	1JPY =	5,233	100 JPY	552,432					
GBP	0,8655	1GBP =	757,937	1 GBP	811,576					
CHF	1,1416	1CHF =	574,594	100 CHF	61 758,23					
ZAR	16,0928	1ZAR =	40,761	100 ZAR	4 311,67					
MAD	10,7927	1MAD =	60,778	1 MAD	64,17					
CNY	7,5304	1CNY =	87,108	1CNY	89,72					
KES	113,6700	1KES =	5,771	1KES	5,94					

CHANGEMENTS

Union Gabonaise de Banque
 SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>